

Second United Nations Conference on the Law of the Sea

Geneva, Switzerland
17 March – 26 April 1960

18th meeting

Extract from the *Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea (Committee of the Whole – Verbatim Records of the General Debate)*

Eighteenth Meeting

Wednesday, 6 April 1960, at 3.15 p.m.

M. NISOT (Belgique) : La délégation belge tient à joindre ses félicitations à celles qui vous sont adressées de toutes parts, Monsieur le Président, ainsi qu'aux autres membres du Bureau. Elle se félicite elle-même d'avoir participé aux décisions grâce auxquelles la conduite de nos délibérations se trouve ainsi confiée à des personnalités éminemment aptes à y pourvoir.

La règle de la liberté des mers est de celles qui, selon ce que professent unanimement les Etats, sont à la base même du droit international contemporain. La mer est res communis; c'est le patrimoine commun de tous les Etats placés à cet égard les uns vis-à-vis des autres sur un pied de complète égalité. Tous ont un droit égal à l'usage de la mer et tous ont intérêt à ce que cet usage ne soit pas diminué par l'effet de prétentions individuelles à l'usage exclusif de quelques parties du bien commun.

La Cour internationale de Justice l'a proclamé dans son Arrêt du 18 décembre 1951 sur l'affaire des pêcheries. "La délimitation des espaces maritimes a toujours" - a-t-elle dit - "un aspect international; elle ne saurait dépendre de la seule volonté de l'Etat riverain telle qu'elle s'exprime dans son droit interne. S'il est vrai" - a-t-elle précisé - "que l'acte de délimitation est nécessairement un acte unilatéral parce que l'Etat riverain a seul qualité pour y procéder, en revanche la validité de la délimitation à l'égard des Etats tiers relève du droit international." ^{1/} On ne saurait affirmer plus nettement que le pouvoir d'un Etat de déterminer l'étendue de sa mer territoriale n'est pas discrétionnaire. Il ne saurait être exercé d'une manière opposable aux autres membres de la communauté internationale que du consentement exprès ou tacite de ceux-ci. A fortiori en est-il de même des prétentions par lesquelles un Etat vise à s'assurer en dehors des eaux territoriales des étendues d'espaces où il serait seul à jouir des richesses de la mer, plus particulièrement du droit de pêche.

La présente Conférence a été réunie dans le dessein de tenter de mettre fin à l'arbitraire qui règne en la matière. Son objet est de déterminer les conditions dans lesquelles, qu'il s'agisse des eaux territoriales ou des zones de pêche, doit s'exercer l'activité de l'Etat pour rallier le consentement des autres membres de la communauté internationale, c'est-à-dire pour s'exercer conformément au droit international.

C'est surtout la question de la pêche qui intéresse la Belgique. Elle se trouve, à cet égard, dans une situation très particulière, pour ne pas dire dans une situation qui lui est propre. La longueur de sa côte est de 67 kilomètres seulement et les eaux avoisinant cette côte sont pauvres en poisson. Par la force des circonstances, les pêcheurs belges sont ainsi conduits à opérer dans les eaux situées en marge des pays riverains de la mer du Nord. Ils y opèrent depuis des temps immémoriaux et cela, pour employer le langage de la Cour, avec la tolérance générale de la communauté internationale.

^{1/} C.I.J., Recueil 1951, p. 132.

L'industrie de la pêche occupe en Belgique une partie de la population. Le Gouvernement belge ne saurait se rallier à des propositions qui tendraient à porter à douze milles la zone exclusive de pêche, qu'il s'agisse d'eaux territoriales ou de zones dites contiguës. En effet, accepter de telles solutions sans que celles-ci soient assorties de limitations propres à sauvegarder l'essentiel des facultés dont jouissent les pêcheurs belges équivaldrait pour la Belgique à souscrire à la destruction, sur une grande échelle, d'une industrie plusieurs fois séculaire. Comme on le comprendra, il est impossible à la délégation belge de se prêter à une solution si désastreuse pour des populations dont, depuis d'innombrables générations, la mer a conditionné l'existence.

Ma délégation devrait donc voter contre toute proposition devant finalement entraîner pareille conséquence. Elle n'a pas perdu l'espoir que la Conférence puisse trouver des tempéraments qui tiennent compte de cette position très spéciale.

Ce caractère très spécial mérite d'être particulièrement souligné. Le plus grand nombre des pêcheurs belges sont de petits pêcheurs côtiers indépendants que la configuration géographique de la mer et leur faible rayon d'action contraignent à fréquenter les eaux situées au large des autres pays.

Ce n'est donc pas seulement pour la grande pêche que la question présente un intérêt considérable. C'est, en particulier, pour les petits pêcheurs que nous souhaitons la zone de pêche exclusive la plus restreinte possible.

M. DIALLO (Guinée) : La délégation de la République de Guinée s'associe pleinement aux paroles de condoléance qui ont été prononcées à cette même tribune. Elle prie les éminents représentants du Cambodge et de la Malaisie de bien vouloir transmettre à leurs gouvernements et à leurs peuples les condoléances émues du Gouvernement de la République de Guinée.

Quoique nous soyons à une étape déjà fort avancée de ce débat général, vous nous permettrez de vous présenter, à vous, Monsieur le Président, et aux éminents membres de votre bureau, nos félicitations les plus vives et les plus sincères à l'occasion de votre brillante élection au poste que vous occupez en ce moment.

La Guinée n'avait pas participé à la première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. En effet, à l'époque où celle-ci avait eu lieu, la Guinée était encore sous le joug de ce régime institué par des hommes et qui est pourtant si peu humain : le régime colonial, qui sévit encore dans une grande partie du continent africain, d'où il faudra cependant l'extirper entièrement.

C'est pour nous donc, aujourd'hui, une grande joie et un grand honneur que de vous apporter, de cette tribune, le point de vue de la jeune République de Guinée sur ce problème de la largeur de la mer territoriale et de la zone contiguë, problème si difficile, si délicat et pourtant si important à résoudre.

Si notre Conférence venait à se solder par un échec, ce que, très sincèrement, nous ne souhaitons pas, nous aurions perdu, pour de nombreuses et longues années encore, l'unique occasion de terminer, de façon brillante, la codification

du droit international maritime et de mettre un point final à l'anarchie qui règne dans ce chapitre du droit international public.

Au moment où nous avons accédé à notre indépendance nationale, notre gouvernement voulait procéder, de façon unilatérale, comme c'est la pratique dans ce domaine, à la délimitation de notre mer territoriale. Mais, sachant qu'une conférence internationale était convoquée pour tenter de résoudre ce problème (résolution 1307 (XIII) adoptée par l'Assemblée générale le 10 décembre 1958) et par courtoisie pour l'Organisation des Nations Unies, nous avons sursis à cette volonté jusqu'à la réunion de ladite conférence.

Notre gouvernement, tenant compte des intérêts de la communauté internationale dont il est résolument respectueux et auxquels il ne voudrait et ne saurait en aucun cas porter atteinte, tenant compte aussi des intérêts des populations dont il a la mission de diriger les destinées, se prononce en faveur d'une largeur totale de douze milles, mer territoriale et zone contiguë comprises. Il entend que la délimitation de celle-ci et de celle-là, à l'intérieur de ces douze milles, reste à la discrétion des Etats intéressés.

Douze milles, comme maximum, c'est une limite raisonnable : elle ne porte point atteinte à la liberté de la haute mer et elle sauvegarde les intérêts des Etats riverains.

Cette position est on ne peut plus réaliste. Réaliste en ce sens qu'elle est le reflet même de la pratique internationale dont l'analyse, maintes fois faite à cette tribune, montre que, dans ce domaine, chaque Etat agit selon son propre point de vue, à sa guise, et adopte la largeur qui lui paraît le mieux correspondre à ses intérêts.

Ce point de vue, par sa souplesse même, permet à chaque Etat de rester seul juge de ses intérêts, dans le cadre ainsi tracé, et de ne pas se voir imposer une règle qu'il n'appliquerait pas, bien plus, qu'il violerait délibérément s'il estimait qu'il était porté atteinte à ses intérêts les plus vitaux.

On a dit, à cette même tribune, que laisser aux Etats la faculté de choisir entre la largeur de trois milles et celle de douze milles, c'est leur offrir un choix anarchique entre un minimum et un maximum, qui plus est, donner à ce choix anarchique une base juridique, ce qui, par conséquent, serait très grave.

Certes, dans une certaine mesure, cela est-il exact : nous connaissons tous l'état d'anarchie qui règne en matière de droit international public, plus particulièrement en ce qui concerne la largeur de la mer territoriale. Cette anarchie, nous la déplorons sincèrement.

Mais il faut bien remarquer que si le point de vue que nous soutenons était adopté, cette anarchie-là se trouverait enserrée dans un cadre bien défini et, partant, se trouverait considérablement réduite. Et d'ailleurs, faut-il, pour combattre cette anarchie, proposer un remède qui n'y changerait rien, qui ne pourrait mener qu'à l'échec même de tous nos efforts? Car, de l'impression générale qui se dégage de ces quelques journées de délibérations, nous avons

acquis la conviction qu'une règle uniforme, rigide, aurait peu de chance de triompher ici. Parfois la souplesse est une condition essentielle d'existence de la règle de droit, surtout de droit international.

De cette même impression générale nous avons également acquis la conviction que si notre Conférence doit connaître le succès, ce ne pourra être que sur la base d'un compromis. Et justement quel meilleur compromis que le point de vue que nous soutenons actuellement, qui permet de sauvegarder, nous l'avons déjà dit, en même temps la liberté de la haute mer et les intérêts des Etats riverains, qui sont les deux pôles d'attraction qu'il ne faut pas perdre de vue? Tout le monde, dans ce compromis, trouve son compte : aussi bien les partisans des formules des trois et six milles que ceux des formules des neuf et douze milles.

Nous ne voulons point abuser de votre temps. Mais nous estimons de notre devoir, avant d'en terminer, de vous donner notre point de vue sur les prétendus "droits historiques" dont il a été souvent question ici.

Ces prétendus "droits historiques" ne sont en réalité pour nous que la manifestation du droit du plus fort (autant qu'on puisse parler de droit dans ce cas), ne sont que les séquelles de ce régime colonial inhumain dont nous parlions au début de notre intervention et que, pour notre part, nous sommes prêts à combattre sous quelque forme qu'il se manifeste. Consacrer ces susdits droits dans le cadre d'un accord que nous espérons très prochain, ce serait commettre une grave injustice à l'encontre des jeunes Etats qui luttent non seulement pour leur indépendance politique mais aussi pour leur indépendance économique.

Voilà le point de vue de la jeune République de Guinée sur le problème qui figure à l'ordre du jour de nos délibérations.

Ato Goyton PETROS (Etiopía): Señor Presidente: ya que es la primera vez que tengo la oportunidad de hacerlo públicamente, séame permitido extenderle las más sinceras felicitaciones de mi delegación por su bien merecida elección a la presidencia de esta Comisión, felicitaciones que hago extensivas a los señores profesores Sörensen y Glaser, Vicepresidente y Relator, respectivamente.

Etiopía no participó en la Conferencia de 1958 sobre el Derecho del Mar,^{2/} aparte de una breve nota enviada al Secretario General de las Naciones Unidas^{2/} fechada el 13 de marzo de 1958, en la que se incluían las observaciones de Etiopía sobre el proyecto de convención propuesto por la Comisión de Derecho Internacional. Tanto como deploramos entonces nuestra ausencia, nos complace ahora encontrarnos aquí y participar en esta histórica y trascendental Conferencia.

La Conferencia se ha convocado esta vez con el exclusivo propósito de determinar la anchura del mar territorial y los límites de la zona de pesca, tarea ésta restringida pero difícil, que mi delegación sinceramente espera ver coronada por el éxito, permitiéndonos fijar dichos límites merced a la buena voluntad de todos los participantes.

Séame dado señalar, desde luego, que nuestra labor se ha complicado al tener que considerar primero la Convención sobre el Mar Territorial y su Zona Contigua^{3/} y la de Alta Mar^{4/}, dejando para más tarde lo relativo a la amplitud del mar territorial. Mi delegación no sólo estima que la aprobación de lo primero resultaría una decisión incompleta sin lo último, sino que comparte el criterio del distinguido representante de Filipinas^{5/} al considerar que dicha decisión es jurídicamente absurda; constituye además, a mi modo de ver, una tergiversación de los hechos.

Tenemos que vivir de todas formas con todos nuestros errores por ser irremediables y debemos tratar, al mismo tiempo, de aminorar sus funestas consecuencias.

Pasaré directamente a examinar las diversas propuestas que se han formulado, porque creo que conviene ahorrar tiempo cuando las deliberaciones de esta asamblea se hallan en una fase tan avanzada.

Es verdad que mi delegación tiene ideas preconcebidas sobre la anchura del mar territorial y los límites de la zona de pesca, pero he de decir que las opiniones expresadas en esta Asamblea, o en las reuniones oficiosas de los diversos grupos fuera de ella, no han caído en el vacío sino que, por el contrario, mi delegación ha escuchado atentamente todos los discursos y estudiado minuciosamente las diversas propuestas.

2/ Documentos Oficiales de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, vol. I, documento A/CONF.13/5 y Add.1 a 4, sec. 20.

3/ Ibid., vol. II, anexos, documento A/CONF.13/L.52.

4/ Ibid., documento A/CONF.13/L.53.

5/ Documentos Oficiales de la Segunda Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del mar, 5a. sesión.

Teniendo muy en cuenta los intereses legítimos de Etiopía, así como los supremos intereses de la gran familia de naciones, mi delegación ha llegado a una decisión definitiva. Al explicar la propuesta que mi delegación favorece, trataré de analizar también los principios fundamentales que nos han servido de guía para preferirla a las demás.

En su nota al Secretario General de las Naciones Unidas, mi Gobierno declaró que:

" ... el Gobierno de Etiopía reconoce los legítimos intereses que han llevado a algunos Estados, al determinar su mar territorial, a adoptar un límite de doce millas y a otros a fijarlo en tres millas ... El Gobierno de Etiopía cree que es muy difícil ponerse de acuerdo sobre una determinación única de la anchura del mar territorial." 6/

En aquella nota mi Gobierno puso de manifiesto que una definición única de la anchura del mar territorial no podía satisfacer las necesidades de todos los Estados, necesidades que podían estar en pugna. Las diferencias en las condiciones y factores que influyen sobre cada país impiden que coincidan los intereses de todos los Estados en cuanto a la anchura del mar territorial y los límites de la zona de pesca.

Cada Estado, o grupo de Estados, tiene que garantizar sus propios intereses, políticos y económicos, así como su seguridad nacional. Es preciso comprender, además, que tales intereses y seguridad no son constantes sino que se hallan siempre en transición y cambio.

Al analizar las propuestas nos guiará, pues, esta fundamental realidad, sobre todo en lo que se refiere a las propuestas del Canadá 7/ y de los Estados Unidos de América 8/. Ambas son análogas, excepto que la de los Estados Unidos suscita el problema de los derechos históricos de pesca en la zona de pesquerías de otro Estado. Ambas propuestas implican el derecho de todo Estado a fijar una anchura máxima de seis millas de mar territorial.

Se ha dicho que esta fórmula se aplicaría siempre a todos los Estados y en todas las condiciones. Creemos que esto se opone a lo establecido por la costumbre general y, por lo tanto, es contrario a la realidad. Esta fórmula no tiene la conveniente flexibilidad y no deja margen para que cada Estado determine la anchura de su mar territorial de acuerdo con sus intereses legítimos, intereses legítimos que la presente Conferencia ha de reconocer. Las dos propuestas sólo reconocen los intereses de los Estados que han establecido la anchura de su mar territorial hasta un límite máximo de seis millas, pero ignora totalmente los de los Estados que la han fijado entre seis y doce millas.

6/ Documentos Oficiales de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, vol. I, documento A/CONF.13/5 y Add.1 a 4, sec. 20.

7/ Documentos Oficiales de la Segunda Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, anexos, documento A/CONF.19/C.1/L.4.

8/ Ibid., documento A/CONF.19/C.1/L.3.

Un ejemplo muy ilustrativo lo tenemos en el caso de México cuyo representante, en su intervención del 31 de marzo último 9/, nos proporcionó un cuadro sinóptico de 13 tratados bilaterales firmados por su país, unos hace más de un siglo, y en los cuales se le reconoce a México una anchura de mar territorial de nueve millas marinas, y a veces, de veinte kilómetros. Es interesante, además, notar que la mayoría de los tratados concertados por México lo fueron con Estados que en la actualidad son partidarios de las seis millas.

Los defensores del límite de seis millas nos dicen que su fórmula representa una solución de avenencia. No hay duda de que el éxito de la Conferencia depende de la mutua transigencia, pero a mi juicio, señor Presidente, toda avenencia que no tiene en cuenta los intereses legítimos de todos los Estados, ni es una avenencia, ni es justa, ni es equitativa.

Hemos de encontrar una solución que reconcilie los intereses de todos los Estados y, a nuestro parecer, las fórmulas propuestas por Canadá y los Estados Unidos de América no concilian suficientemente los intereses de todos los Estados.

La propuesta de las ocho Potencias que se presentó a esta Conferencia en su reunión de 1958 10/, se ha vuelto a suscitar en las propuestas de la Unión Soviética 11/ y de México 12/. La propuesta de México es análoga a la de la Unión Soviética excepto que la zona de pesca varía según la anchura que se elija del mar territorial.

Ambas propuestas implican el derecho de todo Estado a fijar la anchura de su mar territorial hasta un límite de doce millas marinas. De acuerdo con lo que ya he dicho de antemano, mi delegación considera que conceder a todo Estado el derecho de fijar la anchura de sus aguas territoriales hasta un límite máximo de 12 millas equivale a afirmar un principio general establecido por la costumbre. Esas propuestas tienen suficiente flexibilidad y permitirán que cada Estado determine la amplitud de su mar territorial de acuerdo con sus intereses legítimos.

Etiopía ha establecido en 1953, mediante la oportuna legislación, que la anchura de sus aguas territoriales es de 12 millas marinas. Esta anchura no se determina porque estuviese de moda o por el mero deseo de incluir una inmensidad de alta mar a la jurisdicción soberana de mi Gobierno, sin más ni más, sino porque los intereses económicos y la seguridad de mi país exigen tal anchura, o, dicho brevemente, si se prefiere, porque representa las condiciones óptimas para las necesidades de Etiopía.

9/ Ibid., 10a. sesión.

10/ Documentos Oficiales de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, vol. II, anexos, documento A/CONF.13/L.34.

11/ Documentos Oficiales de la Segunda Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, anexos, documento A/CONF.19/C.1/L.1.

12/ Ibid., documento A/CONF.19/C.1/L.2.

Hay otros Estados que han fijado una anchura de seis millas a su mar territorial y si sus intereses futuros les hiciesen aumentar tal anchura no creo que deberían encontrar dificultades.

Mi delegación considera que esa fórmula es acertada porque no fue esa la costumbre general ni viola ningún principio de derecho internacional. Se ha dicho a este respecto que la Comisión de Derecho Internacional jamás ha dictaminado que tal derecho fuese una autorización para establecer el límite de 12 millas. Para rebatirlo me basta con afirmar aquí que la Comisión tampoco ha manifestado que el límite de 12 millas infrinja el derecho internacional. En esta Conferencia se puede aprobar todo lo que no sea ilícito y constituir un principio jurídico.

Ciertos Estados han expresado la preocupación de que el derecho a una anchura de 12 millas haría que las rutas marítimas que se hallan entre las costas de dos o más Estados quedasen dentro de sus aguas territoriales y, por lo tanto, cerradas a la libre navegación, pero no tienen en cuenta que lo mismo ocurriría en el caso de las seis millas, es decir, que estrechos como el de Gibraltar, entre otros, no dejarían libre un canal de alta mar ni aún bajo el régimen de las seis millas.

Este problema no se resuelve con la aprobación del límite de seis millas sino instituyendo canales de alta mar a través de los estrechos de importancia internacional que queden dentro de las aguas territoriales de dos o más Estados ribereños.

Aunque mi delegación tiene el convencimiento de que el párrafo 4 del artículo 16 de la Convención sobre el Mar Territorial y la Zona Contigua ofrece amplia protección para el paso inocente a través de tales estrechos, y no puede ser objeto de abuso por parte de los Estados costeros, animadas por el deseo de disipar las preocupaciones que el límite de 12 millas diera a ciertos Estados, mi delegación acogería favorablemente cualquier propuesta que expresase la idea siguiente: dos o más Estados cuyas costas se hallan una frente a otra, no podrán incluir en su mar territorial los estrechos internacionales que antes de firmarse la presente Convención se hubiesen utilizado libremente como rutas marítimas de alta mar. En todos los casos de esta índole, los Estados interesados fijarán los límites de su mar territorial de manera que los canales de alta mar tengan suficiente anchura para permitir la libre navegación.

Respecto a la zona de pesca mi delegación favorece igualmente el límite de 12 millas. Para muchos países sus aguas costeras constituyen su principal medio de vida, en el cual ganan su cotidiana existencia gran parte de sus habitantes y para los que todavía no lo han explotado representan un medio de progreso y de prosperidad futura.

El Estado ribereño tiene, indudablemente, más derechos legítimos sobre las aguas adyacentes a su territorio, que cualquier otro Estado. La propuesta de los Estados Unidos suscribe el concepto de los derechos históricos de pesca en las seis millas exteriores de las aguas territoriales de un Estado costero.

Si se aceptase esta fórmula se crearían más problemas de los que se pretende resolver. Su aprobación aumentaría la tensión internacional, suscitaría insuperables problemas administrativos y reconocería un privilegio perpetuo a ciertos Estados minoritarios.

Mi delegación no ignora las dificultades que la propuesta canadiense sobre las zonas de pesca crearía para millares de personas e industrias que dependen de la pesca de altura, pero me cabe la convicción de que la mejor forma de resolver estos problemas consiste en concertar acuerdos bilaterales o multilaterales entre los Estados. Además, mi delegación acogería favorablemente toda solución destinada a aminorar tales dificultades.

Pero permítaseme declarar, de manera inequívoca, que mi delegación es partidaria de una zona de pesca de 12 millas, en la cual no tendría derecho a pescar ningún otro Estado que no fuese el costero.

Como todos los que han hecho uso de la palabra en esta sala, creo yo que mi delegación deploraría inmensamente que en esta Conferencia no se llegase a un acuerdo sobre la anchura del mar territorial y los límites de pesca.

Séame dado terminar expresando la firme esperanza de mi delegación en el éxito de esta Conferencia, ya que con una buena voluntad y comprensión mutua prevalecerá el deseo de avenencia indispensable para vencer todas las dificultades y resolver, de una vez para siempre, el intrincado problema con que nos enfrentamos.

Sr. FONCE Y CAREO (Ecuador): Señor Presidente: Siendo ésta la primera oportunidad en que la delegación del Ecuador ocupa esta tribuna, le es muy honroso expresar su íntima complacencia en dirigir la palabra a la Comisión bajo la presidencia de usted, destacado colega de delegación e ilustre miembro del Servicio Exterior de la República, designado con sobra de acierto para que dirija esta Comisión.

La delegación del Ecuador se honra al mismo tiempo en congratularse vivamente por las acertadas elecciones para Vicepresidente y Relator de la Comisión en las personas del distinguido representante de Dinamarca y Profesor de la Universidad de Aarhus, doctor Sørensen, y del distinguido representante de Rumania, Profesor universitario doctor Glaser.

Aprovecha, además, la delegación del Ecuador la oportunidad para transmitir su cordial agradecimiento a las distinguidas delegaciones que se han dignado manifestarle su felicitación por la designación de su compatriota, Embajador doctor José Antonio Correa, para Presidente de la Comisión.

En la primera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar la delegación del Ecuador dejó clara y firmemente establecida su posición respecto a los asuntos que son materia de la presente Conferencia, según aparece principalmente de sus pronunciamientos al respecto en el seno de la Primera y de la Tercera Comisiones 13/. La posición del Ecuador, así establecida, no ha variado y se mantiene igual, por lo que no le es necesario a su delegación exponerla en esta ocasión in extenso, bastándole, en el debate general que se realiza, recordar sus aspectos esenciales.

La Comisión de Derecho Internacional al concluir sus importantísimos trabajos sobre el derecho del mar no encontró norma particular de ley que codificar en lo tocante a la extensión del mar territorial, y así tuvo que declararlo, al reconocer que la práctica internacional no era uniforme al respecto, razón por la que vióse precisada a recomendar que tal norma fuera establecida por una conferencia de naciones 14/.

Siendo ésta la realidad jurídica sobre el punto, y frente a la diversidad inmensa de opiniones y prácticas, nacida de hechos repetidos y constantes de ya muy larga duración, el Ecuador ha sostenido y sostiene que, en ausencia de acuerdo internacional, cada Estado tiene competencia para fijar su mar territorial hasta límites razonables, atendiendo a factores geográficos, geológicos y biológicos, así como a las necesidades económicas de su población y a su seguridad y defensa,

13/ Documentos Oficiales de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, vol. III, 19a. sesión y vol. V, 9a. sesión.

14/ Documentos Oficiales de la Asamblea General, undécimo período de sesiones, Suplemento No. 9, párr. 33, artículo 3.

y ha dictado al efecto su propia ley, según se ha hecho constar en el cuadro sinóptico 15/ preparado para ésta y la anterior Conferencia por la Secretaría General de las Naciones Unidas, ley a que debe conformar su acción. Confía en que la Conferencia hallará un acuerdo adecuado.

La evidente y tangible realidad de la diversidad de opiniones y prácticas en punto a la fijación y anchura del mar territorial, demuestra la creciente tendencia contemporánea de los Estados, de los organismos internacionales competentes y de los eruditos que los orientan a asegurar al Estado, ya por medio de un mar territorial más extenso, ya a través de zonas marítimas adyacentes, así sean éstas zonas contiguas, zonas de pesquerías, regiones de conservación o plataformas submarinas, un mayor y más adecuado control de espacios del mar, vecinos a sus costas, con cuyas riquezas pueda debidamente beneficiarse.

En consonancia con ello, el Ecuador ha proclamado su derecho preeminente a aprovechar con preferencia a los otros Estados, los recursos del mar próximo a sus costas, y su derecho especial, inherente a su posición geográfica, a protegerlos y conservarlos. Este su derecho preeminente, y esta facultad especial, se traducen en una zona de pesquería, adyacente a su mar territorial, convenientemente ancha para la realización de sus finalidades esenciales y la adecuada protección de los intereses nacionales.

Cabe en este punto hacer mención de los acuerdos tripartitos celebrados en 1952 por el Ecuador con los otros países del Pacífico sur, a saber, Chile y Perú, acuerdos que dieron lugar a la formación de la Conferencia sobre Explotación y Conservación de las Riquezas Marítimas del Pacífico Sur y de su Comisión Permanente 16/.

Ya en la Conferencia de La Haya, de 1930, propugnaba su Comisión Preparatoria el reconocimiento de una zona más amplia de mar territorial en beneficio de ciertos Estados especialmente designados, y la aceptación de una zona contigua que se le aplicara no solamente para el control de las aguas territoriales y la observancia de las leyes de policía aduanera y sanitaria, sino también para los efectos de los derechos de pesca 17/.

15/ Documentos Oficiales de la Segunda Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, anexos, documento A/CONF.19/4.

16/ Véase Laws and Regulations on the Regime of the Territorial Sea, Publicación de las Naciones Unidas, No. de venta: 1957.V.2, págs. 723 y siguientes.

17/ League of Nations, Conference for the Codification of International Law, Bases of discussion. Vol. II, pág. 34.

Preocupado por igual problema, y tratando de zanjar en parte la cuestión relativa a los derechos pesqueros que algunos Estados reclamaban en una zona contigua, y atenuar al mismo tiempo la tendencia de extender el mar territorial para fines pesqueros, el Relator Especial de la Comisión de Derecho Internacional preconizó en su segundo informe 18/ la protección de los recursos de la alta mar y opinó que el Estado ribereño tenía derecho, en principio, a dictar reglas de protección de las riquezas del mar adyacente, para cuya eficacia era menester aplicarlas en una zona de mar más extensa que la de las aguas territoriales. Propuso al efecto que se declarara que todo Estado ribereño tiene el derecho de establecer, en una zona de 200 millas marinas contiguas a sus aguas territoriales, las prohibiciones requeridas para la protección de las riquezas del mar.

Recibido este informe del Relator Especial, la Comisión de Derecho Internacional estudió en 1951 una proposición conforme a la cual, mientras no se creara un organismo que resolviera las dificultades entre Estados con motivo de las medidas de protección, el Estado ribereño tuviera poder para dictarlas dentro de una zona de 200 millas marítimas, proposición ésta respecto a cuya oportunidad la votación se dividió por igual, habiendo la Comisión decidido mencionarla en su informe aunque sin hacerla suya 19/.

Más tarde, en 1953, la Comisión de Derecho Internacional adoptó el artículo 20/ según el cual, en toda zona situada a menos de 100 millas de mar territorial, el Estado o los Estados ribereños tendrían derecho a participar en condiciones de igualdad en todo sistema de reglamentación de la pesca, aunque sus nacionales no se dedicaran a ella en dicha zona. Este precepto representaba para la Comisión un elemento del desarrollo progresivo del derecho internacional y de su codificación toda vez que, como lo expresó, las normas vigentes no protegían adecuadamente al Estado ribereño contra la explotación abusiva y destructora de los recursos de la pesca por nacionales de otros países.

18/ Yearbook of the International Law Commission, 1951, vol. II, Publicación de las Naciones Unidas, No. de venta: 1957.V.6, vol. II, pág. 75.

19/ Documentos Oficiales de la Asamblea General, sexto período de sesiones Suplemento No. 9, anexo, parte II, artículo 2, párr. 5.

20/ Ibid., octavo período de sesiones, Suplemento No. 9, párr. 94, artículo 2.

En la célebre Conferencia de Roma, de 1955, al fijarse el concepto de la conservación, y no sin vencer la tenaz resistencia de algunas de las grandes Potencias pesqueras y también de muchas nacionales pequeñas que hoy forman ya decidido frente con los Estados costeros, se reconoció igualmente el interés especial que en todos los programas a ellas relativos tenía el Estado ribereño 21/. Correspondióle precisamente a la delegación del Ecuador la noble y honrosa tarea de librar, en unión de la ilustrada delegación de la India, la batalla final que permitiera dejar constancia en las conclusiones de la Conferencia que ésta habíase dividido por igual respecto al derecho preferente del Estado ribereño en la protección de los recursos vivos del mar, hecho patente, producido en la Conferencia, pero a cuya sola enunciación oponíanse ciertas Potencias pesqueras, que pugnaban porque el informe final de la Conferencia recogiera únicamente sus propios puntos de vista.

Más tarde, en la primera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, que ayer no más nos reuniera aquí en Ginebra, vimos cómo ese derecho especial y preferente del Estado costero, pese a que se lo combatía con vigor tal que ponía a prueba, con las posiciones de los Estados, la supervivencia de la Conferencia y el poder y discreción de sus dirigentes, abría paso, al punto de llegar a convertirse en elemento esencial de negociación en las diferentes fórmulas transaccionales ideadas, y a través de una forma jurídica bien definida, a saber, la de la zona adyacente de pesquería, de jurisdicción excluyente del Estado ribereño, aparte de los trascendentales avances logrados en la importantísima Convención sobre Conservación 22/.

Dos años han transcurrido apenas, y hoy, en la presente Conferencia, desde su aurora misma, de parte de los sectores más divergentes y opuestos con voz unánime se anuncia y proclama ese derecho especial y preferente del Estado ribereño, otrora tan vilipendiado y combatido, y se propugna la zona de pesquería en las diferentes proposiciones sometidas a consideración de los gobiernos representados.

Demostración extraordinaria de cómo los principios supremos del derecho van imponiéndose en medio de los intereses y egoísmos que se les oponen, y manifestándose en el orden internacional en formas nuevas y preceptos positivos que establezcan el imperio de las normas de la justicia social también en las relaciones entre los pueblos, labrando así la felicidad, no de unos pocos, sino de los más, en contra de los excesos del pasado, que se hayan opuesto a ellas.

21/ Informe de la Conferencia Técnica Internacional para la Conservación de los Recursos Vivos del Mar, Publicación de las Naciones Unidas, No. de venta: 1955.II.B.2, párrs. 45 y siguientes.

22/ Documentos Oficiales de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, vol. II, anexos, documento A/CONF.13/L.54.

Obra del poder incontenible del espíritu y de las ideas, que ahondándose en el alma de los pueblos, van sistemáticamente prevaleciendo, con la fuerza misteriosa y sobrehumana de los principios de justicia, sobre el poder de los más fuertes, sobre las preponderancias económicas, sobre los intereses políticos, en busca de un mejor futuro para los hombres y las naciones, que garantice al Estado ribereño, despojado de grandes empresas pesqueras, el beneficio directo, y con derecho de preeminencia sobre cualquier otro Estado, de los recursos que la naturaleza le ha deparado en las zonas adyacentes a sus costas.

Obscuras sombras, como vestigios del pasado, pugnan, no obstante, por estorbar aún la cabal realización del derecho del Estado ribereño, ante cuyo poder se ha inclinado la conciencia internacional. A título de supuestos derechos históricos, quizá en la mayoría de los casos inexistentes, vendriase a neutralizar el beneficio exclusivo del Estado ribereño mediante una extraña participación de terceros en los recursos a él garantizados.

Por lo que al Ecuador se refiere, niega el Ecuador el que ningún otro Estado tenga derecho, ni menos un derecho adquirido, a los recursos de las zonas del mar adyacente a sus costas, y sobre los que ha proclamado su derecho especial y preeminente, para aprovecharlos, protegerlos y conservarlos.

Niega el Ecuador el que a ningún otro Estado le asista título alguno del que pudiera emanar semejante pretendido derecho.

Niega que exista ley que pudiera facultar a otro Estado a apropiarse de esos recursos, que a él, como a Estado costero, preferentemente le pertenecen, y sobre los que ha proclamado su derecho inmanente; una pretendida ley de la libertad de los mares - establecida, por lo demás, con finalidades distintas, específicas y propias - no podría autorizar a despojar al Estado costero de los recursos de las zonas del mar próximas a sus costas, de los que ha primordialmente menester, y sobre los que tiene derecho preeminente, no en virtud de una mera y precaria costumbre, o de una convención transitoria y perecedera, sino en virtud de los principios supremos del derecho y las normas eternas de justicia, que obligan en sus relaciones tanto a hombres como a pueblos, y que facultan al Estado a apropiarse, con preferencia a los demás, a hacer suyas, las riquezas que la Providencia ha colocado en las zonas del mar vecinas a sus costas.

Niega el Ecuador la existencia de hechos jurídicos de parte de otros Estados, que pudieran darle un derecho a aquellos recursos. Cualquier aprovechamiento que hubieran hecho de ellos, lejos de constituir un hecho jurídico, no sería sino una injusta y arbitraria detentación realizada en ausencia de toda ley que la autorizara, dentro de zonas veladas, jurídicamente sujetas a la jurisdicción legítima del Estado ribereño.

Grandes empresas pesqueras de países distantes lanzaron sus capitales a la explotación indiscriminada de los recursos vivos de los mares vecinos a sus propias costas, al extremo de agotarlas y tornar exhaustas tan ricas fuentes. Tardías medidas de conservación trataríanse entonces de imponer, y hasta ajustaríanse entre los dos o tres Estados interesados ciertos tipos de convenciones en las que en cierta forma se aplicara el llamado "principio de abstención", que regiría en la práctica para uno o más de ellos. Aquellas grandes empresas, ante los desesperanzados deshechos de su exterminadora cosecha, habrían entonces de volver sus miradas hacia otras regiones, doradas y fecundas, las zonas marítimas del Ecuador, frente a cuyas costas, bañadas por las inmensidades del Mar Pacífico, y alrededor de cuyas encantadas Islas que forman su Archipiélago de Galápagos o Colón, el atún y otras múltiples especies se ofrecen con generosidad prodigiosa, y con la abundancia de las zonas que no han sido aún víctimas del exterminio, riquezas de las que el Ecuador, desprovisto de grandes empresas pesqueras, necesita para el sustento de su población y el fortalecimiento de su economía, riquezas que las ha reivindicado para sí, que crecen y se forman al amparo de sus tierras y de los grandes ríos que descienden de sus nevadas e inmensas cordilleras para nutrir y enriquecer al mar.

Es obvio que esas incursiones de las embarcaciones de empresas pesqueras no podrían constituir hechos jurídicos generadores de derecho, y por el contrario, no hallarían legitimación ni justificación, como no la alcanzarían tampoco las incursiones que acaso hicieran embarcaciones pesqueras ecuatorianas en las zonas limitadas, establecidas en virtud de la Proclamación sobre Pesquerías formulada por el Presidente Truman, y sujetas por ella a la jurisdicción y control de los Estados Unidos; o las incursiones que embarcaciones pesqueras ecuatorianas acaso hicieran en las zonas sometidas a la jurisdicción australiana en virtud de la Ley sobre Pesca de la Perla, o en las áreas sujetas a la jurisdicción de la Unión Soviética en virtud de la Ordenanza que limitó la pesca del salmón, o en la zona comprendida dentro de las 100 millas establecida en la Proclamación de la India para la regulación de toda actividad de pesca.

La delegación del Ecuador se opuso ya en la primera Conferencia a que frente a sus costas se pretendiera la existencia de supuestos derechos, calificados como históricos, a favor de terceros Estados, y ha continuado oponiéndose lógica y jurídicamente a ello.

Se va reconociendo cada vez con más fuerza que la realidad internacional presenta casos o situaciones especiales que obligan a estudio separado, y exigen de la comunidad de naciones una legítima solución, especial y adecuada, reconociendo al Estado interesado la jurisdicción exclusiva sobre las respectivas pesquerías hasta la distancia conveniente. Tal es, entre otros, el caso de los países del Pacífico Sur, el Ecuador, Chile y el Perú. El Ecuador, país de larga costa que se extiende desde su extremo norte hasta su extremo sur, tiene delante la inmensidad del Océano Pacífico, poblado en las zonas vecinas a la costa de particulares riquezas ictiológicas. Por otro lado, carece casi de plataforma continental, ya que la existente es de extensión muy reducida, mientras que en otras regiones, como en partes de los Estados Unidos, abarca extensiones hasta de 500 millas. A este respecto, la Comisión de Derecho Internacional, en unidad de pensamiento

con su ilustre Relator Especial, al aceptar el criterio de la plataforma, hizo constar en el informe de su segundo período de sesiones, que en lo tocante a los países que carecen de plataforma continental, sería discriminatorio e injusto hacer depender de la existencia de la misma la concesión del derecho a explorar y explotar las riquezas naturales de las regiones submarinas situadas fuera de las aguas territoriales 23/.

Le asiste, pues, al Ecuador, el derecho a que se le reconozca una compensación jurídica en este punto. De otra parte, las exigencias imprescindibles de su economía, las necesidades de su población, de su manutención y subsistencia, le obligan a disponer de esas riquezas del mar puestas frente a sus costas. Es, por tanto, menester adoptar fórmulas especiales para situaciones especiales como la que confronta el Ecuador.

Ya en 1956, durante el undécimo período de sesiones de la Asamblea General de las Naciones Unidas, anotaba en los debates de la Sexta Comisión el ilustre representante del Brasil y destacado miembro de la Comisión de Derecho Internacional Dr. Gilberto Amado, que mientras existen Estados superadelantados hay, en contraste con ellos, otros que no poseen poder industrial para hacer frente a la competencia de los mejor equipados y citando el caso de los países del Pacífico Sur, se preguntaba si el derecho internacional no iba a encontrar la forma de resolver estas situaciones excepcionales que no entran en un marco determinado 24/. Y hace pocos días no más, en su luminosa exposición, confirmando estos conceptos, ponía de relieve que la serie de factores locales, entre los que la posición geográfica es un punto esencial, da fisonomía particular a cada región marítima, tornando inaplicable un régimen jurídico único a situaciones que pugnan con él 25/.

He aquí por qué el Ecuador ha propugnado y propugna que se impone una solución especial para las situaciones especiales como la suya, solución que concuerde con el derecho especial y preeminente que legítimamente reclama para el aprovechamiento y protección de los recursos naturales de las zonas marítimas vecinas a sus costas.

Frente a la inmensidad del mar y a lo incommensurable de sus riquezas, es necesaria una distribución de éstas conforme a justicia, dando a cada uno lo que es suyo, y sin causar daño a nadie. Para así hacerlo, es menester penetrarse de las realidades que confrontan los hombres y los pueblos y de las angustias que los conturban y agitan, y procurar satisfacer sus necesidades con la premura con que ellas lo exijan, humanizando de este modo las relaciones entre los Estados y conduciéndolas hacia un equitativo reparto de las riquezas que la Providencia ha ido con solicitud paternal colocando frente a cada uno para su satisfacción y sustento.

23/ Documentos Oficiales de la Asamblea General, quinto período de sesiones, Suplemento No. 12, párr. 198.

24/ Ibid., undécimo período de sesiones, Sexta Comisión, 489a. sesión, párr. 4.

25/ Documentos Oficiales de la Segunda Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, 8a. sesión.

La delegación del Ecuador, animada del más noble y elevado espíritu de armoniosa cooperación, formula sus votos porque de la presente Conferencia emanen las más sabias y justas decisiones, que den plena satisfacción a los derechos de todos los Estados, y contribuyan así a la paz y bienestar universales.

Mr. LIU (China): In the past weeks my delegation has listened to many learned speeches. We listened with great interest and attention and, I may say, with an open mind. We are impressed not only by the eloquence of the distinguished representatives, but above all by their general awareness of the urgency of the situation. This common will to succeed is important because unless we succeed this time, it will be many years before another opportunity presents itself for finding a solution to the two most crucial issues in the law of the sea. If this Conference were to disperse without an agreement, the instruments signed in 1958 would be left incomplete and in some ways ineffective, and the efforts of that Conference would be offset, if not largely nullified. The confusion and controversy which existed before in regard to the questions of territorial sea and fishery rights would have been accentuated as a result of the deliberations of this Conference.

The advantage of being a latecomer to this rostrum is that I do not have to discuss the historical or academic aspects of our problems, which have been well covered in the records of the International Law Commission, and the proceedings of the Conference of 1958, and in some of the speeches at the earlier meetings of this Conference. I shall only, at this stage of our discussions, briefly state the views of my delegation regarding some of the proposals now before the Committee.

First of all, I may say that my delegation does not maintain a rigid position, but is prepared to co-operate fully in arriving at a reasonable formula which can be generally accepted and be made generally applicable. For many decades now, my Government has abided by the three-mile limit, because we felt that that rule was the most widely accepted by the major users of the sea, and had served satisfactorily the shipping and commercial interests of the world. We held to this position at the Hague Conference of 1930. We are still of the opinion that unless there is a formal agreement to the contrary, the three-mile rule cannot be considered as obsolete or entirely discarded.

As a result, however, of the deliberations of the Law of the Sea Conference of 1958, my Government is prepared to support the proposal of a six-mile territorial sea as the most reasonable compromise between the advocates of various measurements. It seems to us that this formula will assure adequate freedom for sea and air navigation, while it accommodates the desire of many States to extend control over their coastal waters. Its general application will induce conditions of stability for all users of the sea. We are unable to see any advantage that may flow from a more flexible or elastic formula, nor do we subscribe to the view that considerations of national security requires further extension of the territorial sea beyond the six-mile limit.

As to the provision of a contiguous fishing zone, this is a comparatively new concept in international law. If a uniform rule is to be formulated by international legislation, due consideration must be given to ensuring equity to all interested parties. No one who heard the distinguished leader of the Canadian delegation in 1958, and again a few days ago, can fail to be impressed

by the force of his arguments in favour of the coastal State. At the same time there is a good deal to be said on the side of those States whose economy is largely dependent on fishing in distant waters.

Among the four proposals before this Committee, only the United States proposal 26/ provides for recognition of historic fishing rights. Even under the United States plan the distant-water fishing States are required to give up their former fishing rights in the area from three to six miles.

It may be said that when the territorial sea was limited to three miles, this area formed a part of the high seas where everybody was entitled to fish. In fact, I believe more fishing along the coast is done in this area - that is from the three to six miles - than in the six to twelve miles outer zone. By the creation of a territorial sea of six miles, all foreign States have in fact to yield their former fishing rights in this area, that is, from three to six miles, to the coastal State. It may be borne in mind also that in the outer zone only States with "historic" rights are allowed to fish.

Furthermore, we must also not overlook the Convention on Fishing and Conservation of the Living Resources of the High Seas 27/ which formed one of the notable achievements of the first Conference of 1958. That Convention already provides for the co-operation of States in conservation measures in areas of the high seas adjacent to the coastal State. Perhaps these principles of conservation may be strengthened and incorporated in the instrument regarding the fishing zone, to give the coastal States a measure of added protection, and to allay their fears that the productivity or resources of the contiguous zone might be depleted by the continued operations of the foreign fishermen. It seems to my delegation that under the restrictive conditions now contemplated, and with improved methods of conservation, the interests of the coastal State can be amply safeguarded without causing hardships for those whose livelihood is dependent on distant-water fishing.

In the search for an acceptable compromise, many alternatives no doubt may have come to the mind of representatives which may meet the anxieties and aspirations of the interested parties. The United States proposal has been modified from its 1958 version 28/ by including plans of limitation as to the specifics and the level of the catch. The representative of Pakistan the other day suggested a period of five to ten years in which the coastal States would allow the distant-water fishing States to change over to other types of fishing.

26/ Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea, annexes, document A/CONF.19/C.1/L.3.

27/ Official Records of the United Nations Conference on the Law of the Sea, vol. II, annexes, document A/CONF.13/L.54.

28/ Ibid., document A/CONF.13/L.29.

We hope that all these ideas can be elaborated and improved to ensure their acceptability and workability. I fully share the view held by many delegations that the best solution lies in a compromise between the United States and Canadian 29/ proposals. We have been greatly impressed by the eloquent arguments on both sides. But we are equally confident that their differences are not incapable of bridging, and that the two delegations which have often taken great initiatives together on vital issues will be able to find a common ground to which the great majority of States here assembled are prepared to rally. With a spirit of understanding and compromise and with a determination to find a solution, this Conference will not and cannot fail.

29/ Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea, annexes, document A/CONF.19/C.1/L.4.